

**Assemblée générale**

Distr. générale
23 juillet 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 75 a) de l'ordre du jour provisoire*

Les océans et le droit de la mer**Rapport sur les travaux du Processus consultatif
officiel ouvert à tous sur les océans et le droit
de la mer à sa onzième réunion****Lettre datée du 22 juillet 2010, adressée au Président
de l'Assemblée générale par les Coprésidents
du Processus consultatif**

Conformément aux résolutions 54/33 du 24 novembre 1999, 57/141 du 12 décembre 2002, 60/30 du 29 novembre 2005, 63/111 du 5 décembre 2008 et 64/71 du 4 décembre 2009, nous avons été nommés Coprésidents de la onzième réunion du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer.

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport sur les travaux du Processus consultatif à sa onzième réunion, qui s'est tenue au Siège de l'ONU du 21 au 25 juin 2010. Notre résumé des débats constitue le document final de cette réunion.

Nous vous saurions gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du rapport du Processus consultatif comme document de l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session, au titre du point intitulé « Les océans et le droit de la mer ».

Les Coprésidents
(Signé) Paul Badji
(Signé) Don MacKay

* A/65/150.



Onzième réunion du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer

(21-25 juin 2010)

Résumé des débats par les Coprésidents¹

1. La onzième réunion des participants au Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer s'est tenue du 21 au 25 juin 2010 et, conformément à la résolution 64/71 de l'Assemblée générale, a axé ses débats sur le renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences marines.
2. Ont participé à la réunion les représentants de 89 États Membres, 27 organisations et autres organismes intergouvernementaux et 11 organisations non gouvernementales.
3. Les participants disposaient des documents de travail suivants : a) rapport du Secrétaire général sur les océans et le droit de la mer (A/65/69); et b) organisation des travaux et ordre du jour provisoire annoté (A/AC.259/L.11).

Points 1 et 2 de l'ordre du jour

Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

4. La réunion a été ouverte par Thomas Stelzer, Sous-Secrétaire général chargé du développement économique (Département des affaires économiques et sociales), au nom du Secrétaire général. Dans sa déclaration, il a fait observer qu'un renforcement approprié des capacités des États pourrait leur permettre de mettre effectivement en œuvre la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et d'autres instruments juridiques, et aider à réaliser les engagements énoncés dans le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg).
5. Patricia O'Brien, Secrétaire générale adjointe aux affaires juridiques, Conseillère juridique, a souligné que l'efficacité et la durabilité des résultats des initiatives et activités de renforcement des capacités pâtissaient du manque d'évaluations globales des besoins, de l'échange d'informations limité, de l'absence d'évaluations d'ensemble des résultats et de la coordination médiocre entre les différentes entités participant à ces activités et initiatives.
6. Les deux Coprésidents, Paul Badji (Sénégal) et Don MacKay (Nouvelle-Zélande), ont souligné le caractère opportun du thème proposé et l'importance fondamentale qu'il revêt pour mettre en œuvre la Convention et d'autres instruments relatifs au droit de la mer. Ils ont affirmé que le renforcement des capacités était essentiel pour permettre aux États de tirer pleinement parti des océans et de leurs ressources. Les Coprésidents ont par ailleurs attiré l'attention sur la situation critique du fonds de contributions volontaires créé par la résolution 55/7 aux fins d'aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, les

¹ Le présent résumé a été établi à des fins de référence uniquement et ne constitue pas un compte rendu des travaux.

petits États insulaires en développement et les États en développement sans littoral, à participer aux réunions du Processus consultatif.

7. Les participants ont adopté l'ordre du jour annoté et approuvé le projet d'organisation des travaux.

Point 3 de l'ordre du jour **Échange de vues général**

8. Les paragraphes 10 à 83 ci-après rendent compte des débats en séances plénières et dans les groupes de discussion sur les thèmes retenus.

9. Les délégations se sont félicitées de la qualité du rapport du Secrétaire général sur les océans et le droit de la mer. Plusieurs d'entre elles ont noté avec inquiétude qu'aucune évaluation détaillée des besoins des États en matière de renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences marines, n'a été réalisée au niveau mondial. D'autres ont déploré qu'il ne soit pas fait mention des informations fournies par les États dans le rapport, étant donné que l'Assemblée générale, dans sa résolution 64/71, n'avait pas prié le Secrétaire général de solliciter leurs avis, et ont formé l'espoir que ces informations puissent être obtenues à une autre occasion.

Thème de réflexion : renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences marines

10. Conformément à l'ordre du jour annoté, les travaux se sont organisés autour de quatre débats : a) évaluation de la nécessité de renforcer les capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences marines; b) vue d'ensemble des activités et initiatives de renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences marines et le transfert de technologie; c) obstacles au renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences marines et le transfert de technologie; et d) amélioration du renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer : nouvelles approches, bonnes pratiques et perspectives. Les débats étaient précédés par des exposés des membres des groupes de discussion, qui ont donné lieu à des échanges de vues.

11. Les participants se sont généralement accordés à reconnaître que le renforcement des capacités jouait un rôle essentiel pour s'assurer que tous les pays, en particulier les pays en développement, étaient en mesure de mettre en œuvre la Convention, de tirer parti du développement durable des océans, et de participer pleinement aux réunions mondiales et régionales consacrées aux affaires maritimes et au droit de la mer. Plusieurs délégations ont fait remarquer que la Convention constituait un cadre juridique approprié pour toutes les questions se rapportant aux océans et aux activités liées aux océans, y compris le renforcement des capacités.

12. De nombreuses délégations ont appelé l'attention sur les difficultés que les pays en développement éprouvent à exercer les droits que leur garantit la Convention et à tirer parti des océans. On a fait observer que, pour instaurer une paix et une sécurité durables dans les océans et garantir leur exploitation à long terme, il était impératif de permettre aux pays en développement de participer aux affaires maritimes sur un pied d'égalité, et de les aider à gérer et à exploiter les

ressources marines, notamment celles relevant de leur juridiction. Plusieurs délégations ont souligné que les activités de renforcement des capacités devraient viser à donner les moyens de participer efficacement aux activités économiques, en particulier la pêche durable, plutôt que de se limiter à faciliter la mise en œuvre des engagements internationaux.

13. Le thème de réflexion a été généralement considéré comme important. Plusieurs délégations ont souligné qu'il présentait un intérêt particulier compte tenu des nombreuses menaces qui pèsent sur l'environnement marin comme, par exemple, le terrible incident de pollution par les hydrocarbures dans le golfe du Mexique.

1. Évaluation de la nécessité de renforcer les capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences marines

a) Exposés des membres du groupe

14. Phillip Saunders, doyen de l'École de droit de Dalhousie, a noté que les dispositions générales de la Convention relatives au renforcement des capacités avaient été élaborées plus avant dans les conventions ultérieures, dans des instruments juridiquement non contraignants et dans la pratique des États. Des retards subsistaient au niveau de la mise en œuvre, et la communauté internationale devait être davantage consciente des pressions créées par l'adoption constante de nouveaux régimes juridiques. Åsmund Bjordal, Directeur du Centre pour le développement de la coopération dans le domaine de la pêche de l'Institut norvégien de recherche marine, a présenté les résultats de l'action menée en Norvège pour promouvoir la gestion durable des pêches en se fondant sur les sciences, le droit, la surveillance et l'imposition de sanctions, démarche également encouragée dans le cadre du Programme Nansen. Il a fait observer qu'en dépit des efforts précieux déployés en vue de renforcer les capacités dans le domaine des sciences de la mer, des besoins importants subsistaient. Su'a N.F. Tanielu, Directeur général de l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique, a fourni des précisions sur les besoins de renforcement des capacités des petits États insulaires en développement, en particulier dans le domaine de la pêche. Plusieurs formes d'aide sont nécessaires : aide financière, mise en valeur des ressources humaines, assistance technique, transfert de technologies, y compris dans le cadre d'initiatives communes, et services consultatifs. On a souligné qu'il importait de promouvoir le renforcement des capacités de manière continue et de coordonner les sources d'aide à cet égard. Germain Michel Ranjaonina, Chef du Service de la législation et du contentieux du Département des affaires juridiques au Ministère malgache des affaires étrangères, a indiqué que le manque de compréhension des instruments internationaux existants et les moyens limités disponibles pour les appliquer constituaient un problème de taille. D'autres besoins ont été recensés à cet égard, notamment concernant les capacités de suivi, de contrôle et de surveillance dans les zones économiques exclusives pour lutter en particulier contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée; l'aptitude des États côtiers en développement à développer leurs ressources pour améliorer leurs conditions socioéconomiques, y compris le besoin de formation pour la manutention et le traitement des poissons; la transparence et la bonne gouvernance; la protection de l'environnement marin; et la sécurité maritime, en particulier la lutte contre la piraterie. Fabiola Jiménez Morán Sotomayor, Directrice adjointe du service de droit international au Ministère mexicain des affaires étrangères, a présenté un exposé au nom de Galo Carrera (membre de la Commission des limites du plateau continental) et de Rebecca Navarro (membre de Petróleos

Mexicanos), dans lequel elle a appelé l'attention sur les problèmes qui se posent pour délimiter les limites extérieures du plateau continental conformément aux dispositions de la Convention². Elle a cité quelques initiatives de renforcement des capacités dont les États peuvent bénéficier en présentant une demande à la Commission des limites du plateau continental. Peter Gilruth, Directeur de la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a fait le bilan de l'expérience acquise par le PNUE à cet égard. Il a indiqué que de nouveaux efforts étaient nécessaires dans les domaines suivants : gestion écosystémique, remise en état des écosystèmes, évaluation des services fournis par les écosystèmes, adaptation aux changements climatiques, planification spatiale marine, lutte contre les effets de la pêche sur les écosystèmes, et méthodes de suivi et d'évaluation.

b) Séance plénière et discussions du groupe

15. Plusieurs délégations ont suggéré d'examiner les besoins des pays en développement en se fondant sur une approche interdisciplinaire et globale et de concevoir les programmes de façon à répondre aux différentes exigences et situations. On a souligné que des évaluations des besoins étaient indispensables pour établir des priorités et concevoir des projets et qu'elles revêtaient une importance critique si l'on voulait que les programmes de renforcement des capacités tiennent compte des situations particulières des pays bénéficiaires et des priorités établies par ceux-ci. Ces évaluations devraient aussi être réalisées sur une période définie, en particulier dans des secteurs tels que la pêche, où les priorités peuvent changer. On a par ailleurs indiqué qu'il fallait privilégier les programmes répondant aux problèmes à long terme. Certaines délégations ont notamment souligné l'utilité que présentent les évaluations des besoins de renforcement des capacités de lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

16. Plusieurs délégations ont rappelé qu'en matière d'aide au renforcement des capacités, les pays en développement étaient bien placés pour évaluer leurs propres besoins et que leurs avis à cet égard devaient être respectés. On a noté qu'il convenait de recenser les possibilités de renforcement des capacités en se fondant sur les dispositifs existants et les priorités établies, ainsi que sur les besoins et les demandes des pays en développement, et souligné que la priorité devait être accordée en particulier aux besoins des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement.

17. Un des membres du groupe a signalé qu'il était habituel de réaliser des évaluations des besoins au niveau des projets. Un autre a indiqué qu'on pouvait aussi réaliser de telles évaluations en se fondant sur les données tirées d'études périodiques sur l'état du milieu marin, telles que le Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial, l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, l'« évaluation des évaluations », et sur les besoins recensés dans le Programme pour les mers régionales et le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres.

² En réponse à une question posée par une délégation, Fabiola Jiménez Morán Sotomayor a confirmé que les cartes utilisées lors de la présentation de l'exposé n'engageaient que la responsabilité de leurs auteurs. Une réserve a été formulée concernant une des cartes utilisées à cette occasion.

18. Les délégations ont insisté sur le fait que les États devaient être dotés des moyens voulus pour mettre efficacement en œuvre la Convention. D'aucunes ont aussi indiqué que les États avaient besoin d'une aide pour appliquer les instruments adoptés par l'Organisation maritime internationale (OMI). On a par ailleurs fait observer qu'une formation en matière d'élaboration de politiques et de textes de loi et de mise au point de mesures et d'outils d'application était nécessaire, et qu'il fallait mettre en place les capacités voulues dans ces domaines.

19. On a généralement estimé que le renforcement des capacités devait englober toute une série de mesures d'assistance, notamment : des ressources financières et humaines, des moyens institutionnels et scientifiques, et que ces activités devaient être menées de manière continue. Plusieurs délégations ont suggéré que les organisations internationales encouragent le renforcement des capacités en créant des centres régionaux de recherche technologique et scientifique ou en les consolidant, comme prévu dans la Convention. Les organisations intergouvernementales et d'autres organismes partenaires ont été invités à examiner les domaines dans lesquels ils pourraient coopérer avec des organisations sous-régionales telles que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). D'autres délégations ont souligné l'importance que revêtent les accords de coopération internationale, en particulier ceux qui encouragent la formation de partenariats entre les secteurs public et privé et qui reconnaissent, par exemple, les certificats de compétence des gens de mer. On a également indiqué que les activités de renforcement des capacités devraient viser à consolider les systèmes juridiques des États, en particulier pour ce qui est de l'élaboration d'une politique générale relative aux océans, de l'adoption d'approches écosystémiques et de la gestion des ressources et de l'environnement.

20. Nombre de délégations ont estimé qu'il était impératif de renforcer les capacités de conservation, de gestion et d'utilisation durable des ressources halieutiques, et ont en particulier souligné la nécessité d'améliorer la prestation d'avis spécialisés; la collecte et le traitement des données, notamment sur les pêches et l'état des stocks; le suivi, le contrôle et la surveillance, en particulier pour lutter contre la pêche illégale, non contrôlée et non réglementée; le respect et l'application des réglementations; le développement des marchés; et la manutention et le traitement des poissons. À cet égard, il a été tenu compte des aspirations légitimes des pays en développement qui souhaitent développer le secteur de la pêche dans les zones économiques exclusives et obtenir un accès à la pêche en haute mer. On a en outre fait observer que des accords de pêche ne devraient pas être conclus entre des pays en développement et des pays pratiquant la pêche en haute mer, à moins que l'on procède à une évaluation scientifique des stocks excédentaires. À cet égard, il a été signalé que l'accès des navires étrangers aux ressources biologiques dans certaines zones économiques exclusives n'avait pas donné lieu à de nouvelles possibilités de renforcement des capacités. Certaines délégations ont estimé qu'il était nécessaire et indispensable de prévoir des évaluations des activités de renforcement des capacités dans les accords qui sont conclus.

21. On a souligné que les discussions sur les besoins de renforcement des capacités dans le domaine des pêches et l'examen de haut niveau des progrès accomplis pour lutter contre la vulnérabilité des petits États insulaires en développement grâce à la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, en cours à l'Assemblée générale, devraient être menés de front afin d'établir un lien entre les stratégies de

développement et celles qui sont élaborées dans le domaine des pêches. On a rappelé que le renforcement des capacités est une activité transversale qui recouvre tous les chapitres thématiques du Programme d'action de la Barbade et de la Stratégie de Maurice et que les petits États insulaires en développement avaient besoin de se doter des moyens et des compétences spécialisées voulus pour les mettre en œuvre. S'agissant de la nécessité de corréler les différents processus engagés au sein du système des Nations Unies, plusieurs délégations ont indiqué qu'il existait un lien évident entre les discussions organisées dans le cadre du Processus consultatif et l'examen quinquennal de haut niveau de la Stratégie de Maurice, qui se tiendra en septembre 2010. L'invitation à créer des centres régionaux de recherches scientifiques marines (voir par. 19), en particulier dans la région du Pacifique, a été citée comme exemple d'un possible résultat concret de l'examen quinquennal.

22. Certaines délégations ont évoqué les problèmes liés à la conservation des ressources marines et au développement économique de la pêche artisanale à petite échelle. D'autres ont fait valoir que les États pourraient intervenir en créant d'autres possibilités d'emploi pour ces pêcheurs afin d'empêcher la surpêche et l'épuisement des stocks, tout en garantissant des moyens d'existence aux populations locales.

23. On a aussi indiqué qu'il importait d'avoir des prévisions météorologiques fiables et de faciliter l'accès des petits pêcheurs à ces informations. À cet égard, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a été priée d'envisager de renforcer sa collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

24. De l'avis général, les sciences marines et l'acquisition des connaissances scientifiques voulues jouent un rôle essentiel pour permettre une exploitation durable des océans. On a souligné l'importance que revêt la partie XIII de la Convention, portant sur la recherche scientifique marine, et indiqué qu'il fallait diffuser les résultats des recherches et analyses, comme prévu à l'article 143 de la Convention. Plusieurs délégations ont fait observer que la nécessité de renforcer les capacités de recherches scientifiques marines était soulignée dans divers instruments, tels que le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, le document Action 21 adopté à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, les objectifs du Millénaire pour le développement, les résolutions de l'Assemblée générale et le texte final de la deuxième réunion du Processus consultatif.

25. Plusieurs délégations ont rappelé que nombre d'États continuaient de manquer des ressources humaines, du matériel et de l'infrastructure voulus pour mener les travaux de recherche nécessaires aux fins de recueillir des données scientifiques de qualité, au moyen des meilleures pratiques disponibles, pour une prise de décisions éclairée concernant la mise en valeur et la protection durables des océans et de leurs ressources. Il était donc essentiel de renforcer les moyens de mener des recherches scientifiques marines, en particulier dans les pays en développement.

26. Certaines délégations ont fait observer que le renforcement des capacités dans le domaine des sciences marines avait deux objectifs : créer des connaissances sur les ressources et améliorer la compréhension de la nature et de la biologie des écosystèmes marins, et étayer l'adoption de mesures de conservation et de gestion. L'interface sciences-politiques devait en particulier être examinée de près, tant dans l'optique des pêches que de la protection du milieu marin. On a noté que cette question avait été un thème de réflexion important dans les discussions sur le

Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques. On a aussi noté que, dans le cadre des organisations ou accords régionaux de gestion de la pêche, l'absence de liens entre sciences et politiques pouvait en partie être attribuée au manque de données et d'analyse des données, ainsi qu'à la médiocrité des statistiques sur les pêches.

27. Certaines délégations ont souligné qu'il fallait améliorer les réseaux mondiaux de contrôle des océans et des mers, en particulier les programmes d'observation des océans tels que le Système mondial d'observation de l'océan, pour mieux comprendre l'interaction entre les océans et l'atmosphère.

28. Plusieurs délégations ont souligné que le transfert des technologies marines jouait un rôle des plus importants pour renforcer les capacités, en particulier dans le domaine des sciences marines. Elles ont en outre fait observer que la partie XIV de la Convention était celle qui accusait le plus de retard sur le plan de la mise en œuvre. Une délégation a aussi appelé l'attention sur le Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités.

29. Les délégations ont généralement estimé que la délimitation des limites extérieures du plateau continental était un domaine important et que plusieurs États avaient besoin de se doter de moyens accrus à cet égard.

30. De l'avis général, il est indispensable de poursuivre le développement des infrastructures et le perfectionnement des compétences. Des activités de renforcement des capacités s'imposent en particulier dans les domaines suivants : des travaux de recherche sur l'énergie qui mettent en particulier l'accent sur la formation dans les secteurs de la géophysique et la sédimentologie marines et de l'océanographie; la biotechnologie marine et les droits de propriété intellectuelle; les relevés hydrographiques et la cartographie marine, notamment les cartes nautiques électroniques; la cartographie des océans; le renforcement des structures de gestion, en particulier la gestion intégrée des côtes; la protection du milieu marin, y compris des écosystèmes marins vulnérables; des études approfondies sur la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale; la création de zones marines protégées; la prévention, l'atténuation et l'élimination de la pollution marine, notamment les marées noires; la gestion des ports et des océans aux fins de lutter contre les problèmes qui se posent en ce qui concerne la sauvegarde de la vie humaine en mer, la manipulation de matières dangereuses et la sécurité portuaire; la sûreté du transport des matières radioactives; la planification des secours en cas de catastrophe; les systèmes d'alerte aux tsunamis; la sécurité dans les océans, en particulier la lutte contre la piraterie; la pollution sonore sous l'eau; et la lutte contre les effets des changements climatiques, en particulier dans les basses terres et les petits États insulaires en développement.

31. Certaines délégations ont souligné qu'une assistance était également nécessaire pour lutter contre les retards pris dans la mise en application des règles internationales relatives à la protection du milieu marin et à la conservation des ressources, compte tenu des moyens dont disposent les États à cet égard, aider les États du pavillon à exercer leurs responsabilités à l'égard des navires battant leur pavillon en haute mer et participer efficacement aux activités menées dans la zone, y compris aux recherches scientifiques marines, ainsi qu'aux organisations ou accords régionaux de gestion de la pêche. Une aide doit en outre être fournie pour faciliter la participation aux réunions internationales grâce au versement de contributions aux fonds d'affectation spéciale établis à cet effet, par exemple. On a aussi souligné

qu'il importait d'organiser une formation spécialisée concernant l'utilisation d'outils modernes, tels que les études d'impact sur l'environnement. On a par ailleurs estimé que les universités et le secteur privé devaient forger des alliances en vue de partager les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques marines, y compris les droits de propriété intellectuelle.

2. Vue d'ensemble des activités et initiatives de renforcement des capacités menées dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences de la mer et le transfert de technologies

a) Exposés des membres du groupe

32. Juan Carlos Martín Fragueiro, Secrétaire général du Ministère de l'environnement et des affaires rurales et maritimes de l'Espagne, a fait un exposé sur l'expérience de son pays en matière de coopération internationale dans le domaine des affaires maritimes en mettant en lumière les principaux objectifs de cette coopération, les types d'instruments de coopération utilisés et des exemples d'initiatives de coopération³. Haiwen Zhang, Directrice adjointe de l'Institut des affaires maritimes de la Chine, a fait un survol des activités et initiatives de renforcement des capacités de son pays dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences de la mer et le transfert de technologies, en mettant l'accent sur le cadre national permettant à la Chine de traiter les questions maritimes, et elle s'est étendue sur des exemples d'initiatives de coopération bilatérale et multilatérale, notamment de coopération Sud-Sud. Ehrlich Desa, Directeur de division et Secrétaire exécutif adjoint de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, a décrit le contexte général des activités de renforcement des capacités dans le cadre du mandat de l'OIC, ainsi que les principes suivis par cette organisation pour le renforcement des capacités visant à doter les pays en développement des moyens de faire face à leurs priorités. Nii Odunton, Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins, a décrit les activités exécutées par l'Autorité pour accroître la capacité des pays en développement de participer aux travaux de recherche marine dans la Zone et d'en bénéficier, et s'est étendu sur le Fonds de dotation pour la recherche scientifique marine dans la Zone, les séminaires de sensibilisation régionaux et le programme de bourses de l'Université de Tongji et de l'Autorité internationale des fonds marins. Marcel Kroese, Directeur de la formation et de la liaison au Réseau international de suivi, de contrôle et de surveillance des activités liées à la pêche, a présenté les activités du Réseau dans la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée grâce au partage de l'information, à l'assistance dans le domaine de l'harmonisation des lois et procédures et à la fourniture de conseils sur les utilisations efficaces de ressources limitées. Cherdasak Virapat, Directeur exécutif de l'Institut international de l'océan, a expliqué que l'Institut favorisait une approche polyvalente du renforcement des capacités concernant la gestion des océans et le développement durable grâce à ses feuilles de route stratégiques, à ses programmes de formation et à ses projets de gestion adaptative dans tous les domaines, notamment la collaboration avec les organismes des Nations Unies, les organisations internationales, les gouvernements et les collectivités locales, de même qu'avec d'autres entités concernées. Il a mis en lumière le travail accompli

³ Une délégation a exprimé des réserves sur le contenu des deux brochures que l'expert avait remises au fond de la salle et qui portaient sur certaines activités de l'Espagne menées par le navire *Miguel Oliver*.

par l'Institut pour renforcer les capacités humaines en vue de l'adaptation et de la résilience dans les zones côtières.

33. Serguei Tarassenko, Directeur de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer relevant du Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies, a fourni des renseignements sur les activités de renforcement des capacités de la Division, notamment son rôle dans la gestion des fonds d'affectation spéciale et des bourses, ainsi que dans l'exécution des programmes de formation.

b) Séances plénières et discussions du groupe

34. Plusieurs délégations ont souligné que les activités de renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer revêtaient une importance capitale pour le processus de développement de bon nombre de pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement. De nombreuses délégations ont fourni des renseignements sur leurs programmes et activités actuels de renforcement des capacités couvrant une vaste gamme de questions, notamment les sciences de la mer, la protection du milieu marin, les zones maritimes protégées, la conservation et la gestion durable des ressources, la mise en valeur des ressources pétrolières et gazières, le tracé des limites extérieures du plateau continental, la délimitation des zones maritimes, la navigation maritime, l'atténuation des risques et le tourisme durable. Elles ont également donné des renseignements sur la pêche illégale non déclarée et non réglementée, le respect et l'application de la réglementation en matière de pêche, tels que les procédures d'arraisonnement et d'inspection, ainsi que les programmes d'observation, la coopération pour le développement des pêches, la sécurité maritime et la sûreté en mer, les opérations portuaires et le contrôle par l'État du port, la gestion intégrée des zones côtières, l'exploitation minière des grands fonds marins, la rédaction de la législation et la promotion de la coopération régionale.

35. Plusieurs délégations ont également expliqué en détail les types d'activités de renforcement des capacités qu'elles menaient, notamment dans les domaines suivants : la fourniture d'une assistance financière, la mise en valeur des ressources humaines, l'éducation et la formation, l'appui en nature, les accords de coopération, l'assistance technique, le rôle de siège d'organismes internationaux, la coopération bilatérale et régionale Sud-Sud. Des activités de renforcement des capacités avaient également été entreprises dans lesquelles les pays en développement dispensaient une formation technique, par le biais de leurs organismes nationaux de coopération et/ou au moyen d'un financement total ou partiel des organismes internationaux.

36. Les États Membres et les organisations internationales ont été invités à fournir les renseignements à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer afin qu'elle les publie sur son site Web.

37. Nombre de délégations ont souligné les activités de renforcement des capacités d'un certain nombre d'organes ou d'organismes, notamment le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la COI, l'Autorité internationale des fonds marins, le Réseau international de suivi, de contrôle et de surveillance des activités liées à la pêche, l'Institut international de l'océan, l'Institut de droit maritime international, la Nippon Foundation du Japon, la Rhodes Academy, le Programme de formation de l'Université des Nations Unies sur les pêches, le Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution, l'OMI par l'intermédiaire de son Comité de coopération technique, ainsi que les activités de la Division des affaires

maritimes et du droit de la mer (voir également le paragraphe 86 ci-dessous). On a aussi pris note des activités de renforcement des capacités de l'Union européenne. Certaines délégations ont rappelé comment des activités spécifiques de renforcement des capacités avaient particulièrement profité à elles-mêmes et à leurs pays.

38. De nombreuses délégations ont souligné que le Fonds de dotation pour la recherche scientifique marine dans la Zone relevant de l'Autorité internationale des fonds marins avait facilité la participation de scientifiques de pays en développement à la recherche scientifique marine dans la Zone. Certaines délégations ont fait observer que la COI, qui avait célébré son cinquantième anniversaire en 2010, avait été active dans le renforcement des capacités en matière de sciences de la mer au cours des 50 dernières années. Plusieurs délégations ont fait remarquer que la COI avait doté les pays en développement de moyens de traiter les problèmes ayant trait aux affaires maritimes grâce à des stratégies scientifiques. Cette organisation avait aidé au renforcement des capacités institutionnelles en améliorant les compétences en matière d'encadrement, de rédaction de propositions et d'animation d'équipes. Les activités étaient également mises en relief par l'intermédiaire de ses centres opérationnels, ou organes de liaison établis au sein d'universités, de gouvernements et d'organisations intergouvernementales dans 25 pays.

39. Plusieurs délégations ont fait observer que les activités de renforcement des capacités de la Nippon Foundation du Japon avaient été menées de façon exemplaire et efficace, ce qui avait permis à certains pays en développement de combler leurs lacunes en matière de capacités, en particulier en ce qui concerne la formation. Le Programme de bourses Organisation des Nations Unies-Nippon Foundation a été mentionné comme étant un outil essentiel permettant de renforcer les capacités techniques en matière de droit de la mer. Les boursiers de ce programme, qui étaient essentiellement des fonctionnaires, étaient choisis sur la base d'une évaluation des besoins des pays en développement visant à déterminer comment le mieux les soutenir.

40. Un certain nombre de délégations ont exprimé leur soutien aux activités de renforcement des capacités de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, notamment pour ce qui est du Programme de bourses Organisation des Nations Unies-Nippon Foundation et du Programme de bourses de la Fondation Hamilton Shirley Amerasinghe, ainsi que des divers fonds d'affectation spéciale gérés par la Division. Les efforts fournis par cette dernière pour compiler les renseignements sur les initiatives de renforcement des capacités, tels que présentés dans le rapport du Secrétaire général, ont été également salués et décrits comme innovateurs. On a également souligné la nécessité d'appuyer le travail de la Division (voir également le paragraphe 81 ci-dessous).

41. Le Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord sur les stocks de poissons, géré conjointement par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer et la FAO, a été salué par les délégations comme étant une source importante de financement de l'assistance au renforcement des capacités. Il a été fait observer que davantage de fonds avaient récemment été utilisés pour des initiatives spécifiques de renforcement des capacités, notamment la création de nouvelles organisations régionales de gestion des pêches, le renforcement des organisations régionales de gestion des pêches existantes, la mise en valeur des ressources humaines ainsi que la formation et l'assistance techniques. Il a été également précisé que seuls les États

parties à l'Accord sur les stocks de poissons pouvaient bénéficier d'une aide du Fonds d'assistance au titre de la partie VII. En outre, il a été indiqué que la Division des affaires maritimes et du droit de la mer avait élaboré une compilation de sources disponibles pour l'assistance aux pays en développement dans la conservation et la gestion des ressources halieutiques, ainsi que des besoins des États en matière de renforcement des capacités. La compilation a été saluée comme outil essentiel pour identifier les domaines où une assistance était disponible et les domaines où un effort plus ciblé et une plus grande cohérence des politiques dans la fourniture de l'assistance et la mise en place de la coopération étaient nécessaires.

42. Le Réseau international de suivi, de contrôle et de surveillance des activités liées à la pêche est passé pour être un effort crucial de renforcement des capacités et un exemple de la façon d'améliorer concrètement le renforcement des capacités afin de lutter contre la pêche illégale (voir également le paragraphe 83 ci-dessous).

43. Certaines délégations ont fait remarquer qu'il existait divers autres moyens d'apporter une assistance aux pays en développement dans la conservation et la gestion durable des pêches, notamment les fonds créés par les organisations régionales de gestion des pêches, les institutions financières internationales, la FAO, ainsi que les programmes multilatéraux et bilatéraux. Divers types d'assistance avaient été fournis, en particulier en ce qui concerne les évaluations scientifiques, les activités de contrôle, de surveillance et de suivi, la réduction des prises accessoires, l'élaboration de politiques nationales de réglementation et la mise en place d'institutions. À cet égard, le Programme de formation en matière de pêches de l'ONU offrait un cours de troisième cycle de six mois dans le domaine de l'application des politiques de développement des pêches, complété par des cours de brève durée dans les pays partenaires, mis au point et dispensés en coopération avec des institutions de formation locales et d'autres partenaires. Le Programme avait également encouragé la coopération avec plusieurs organes régionaux et internationaux.

44. D'autres délégations ont appelé l'attention sur la fourniture d'une assistance régionale au renforcement des capacités, notamment s'agissant de l'exploitation durable des pêches, ou mis en relief les efforts régionaux déployés entre pays en développement pour lutter contre la pêche illégale non déclarée et non réglementée telle que définie dans le Plan d'action international de la FAO visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Dans ce cadre, les délégations ont également souligné l'importance de l'établissement d'une liste de navires de pêche illégale, non déclarée et non réglementée, de systèmes de contrôle par les États du port, de même que l'importance du partage de l'information et la mise au point par la FAO d'un registre mondial des navires de pêche.

45. Des délégations ont également souligné les activités de renforcement des capacités dans certains autres secteurs. À titre d'exemple, certaines d'entre elles ont relevé le rôle de la coopération bilatérale dans la fourniture d'une assistance technique pour aider les pays en développement dans le tracé des limites extérieures de leur plateau continental s'étendant au-delà de 200 milles marins. Il a été fait observer que les activités ayant trait au tracé des limites extérieures du plateau continental, notamment la cartographie scientifique des fonds marins, avaient accru les capacités techniques et scientifiques de nombreux pays, ce qui a pu leur permettre ensuite de soutenir les activités de renforcement des capacités dans des pays en développement.

46. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a fourni des renseignements sur l'assistance qu'elle fournissait à plus de 75 pays pour l'élaboration et l'application de stratégies nationales de conservation et de biodiversité. Grâce à l'Initiative mondiale pour la protection de la biodiversité des océans, l'UICN s'employait à aider les pays et les organes régionaux et mondiaux à produire et à utiliser des données, des outils et des méthodes afin d'identifier les zones écologiquement importantes, l'accent étant mis dans un premier temps sur la haute mer et les grands fonds marins situés au-delà de la juridiction nationale. Elle a également collaboré avec le Recensement de la vie marine. Les renseignements sur les activités du Recensement ont été publiés sur la toile et grâce à des bases de données ouvertes et elles ont servi de ressources aux décideurs lorsqu'ils examinaient les moyens les meilleurs de gérer les ressources marines des océans.

47. En ce qui concerne les transports maritimes internationaux, l'Organisation hydrographique internationale (OHI) a donné des renseignements sur ses trois phases distinctes du développement des capacités, à savoir la capacité de gestion des informations hydrographiques, la capacité de mener des études hydrographiques et la capacité de production cartographique. Le Bureau international des conteneurs et du transport intermodal (BIC) avait exécuté des activités de renforcement des capacités en coopération avec d'autres organisations internationales, de même qu'avec des organismes gouvernementaux et des représentants du secteur, notamment des programmes d'éducation, de diffusion et de sensibilisation en vue de susciter une prise de conscience et d'accroître le respect de la Convention douanière relative aux conteneurs de 1972 et, en particulier, de la norme internationale sur le codage, l'identification et le marquage des conteneurs utilisés dans le transport intermodal. Certaines délégations ont également accueilli favorablement les efforts menés conjointement par la FAO et l'Organisation internationale du Travail ainsi que l'OMI pour élaborer des normes de sécurité à l'intention des petits navires de pêche.

48. L'Assemblée parlementaire de la Méditerranée a fait observer qu'elle mettait au point des outils pour lutter contre la criminalité organisée, notamment la traite d'êtres humains et le déversement de déchets illégaux. Elle coopérait également avec d'autres organisations pour lutter contre la pollution du milieu marin.

3. Obstacles au renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences de la mer et le transfert de technologie

a) Exposés des membres du groupe

49. Cristelle Pratt, consultante et ancienne Directrice de la Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées, a parlé des obstacles et des possibilités concernant le renforcement des capacités dans le domaine de la recherche, de la mise en valeur et de la gestion des ressources non vivantes dans la région du Pacifique. Elle a notamment évoqué la faiblesse des institutions et des dispositions juridiques, le manque de gouvernance des océans et de spécialistes des questions juridiques, et le manque de spécialistes en sciences de la mer et de navires de recherche scientifique. Alfa Lebgaza, Directeur des affaires maritimes au Ministère togolais des travaux publics et des transports, a mentionné certains des problèmes rencontrés par son pays dans le domaine du développement du secteur maritime ainsi que dans l'application, par le biais de la législation nationale, de la Convention et d'autres instruments apparentés. Kazuhiro Kitazawa, Conseiller à

l'Organisme pour les sciences et technologies géologiques et océanographiques du Japon, a fait un exposé sur les recherches entreprises par son institution et qui ont contribué au renforcement des capacités dans le domaine des sciences de la mer. Il a expliqué que, selon l'expérience de l'Organisme, les activités de formation favorisant le renforcement des capacités dans le domaine des sciences de la mer étaient plus efficaces quand elles s'adressaient à des groupes restreints de scientifiques venant de la même région. Andrew Hudson, Conseiller technique principal de l'unité Eaux internationales du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a donné un aperçu général des principales difficultés rencontrées par le PNUD, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des océans et des zones côtières dans les grands écosystèmes marins, et il a présenté quelques approches choisies pour tenter de remédier à ces difficultés. Tumi Tómasson, Directeur de programmes au Programme de formation de l'Université des Nations Unies sur les pêches, a présenté certaines des grandes difficultés rencontrées actuellement dans le renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des pêches. Il a expliqué combien la coopération pour le développement avait évolué au cours des dernières décennies, l'intérêt porté précédemment au renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des pêches s'étant amoindri en conséquence. Il a également fait référence aux activités menées par le Programme.

b) Séance plénière et discussion du groupe

50. Plusieurs délégations ont fait remarquer que le manque de ressources financières était l'un des principaux obstacles au renforcement des capacités. D'autres ont noté que la crise économique mondiale actuelle avait conduit à des restrictions budgétaires et que les partenaires devaient donc veiller à mieux recenser les besoins et les exigences pour cibler l'aide en conséquence.

51. Malgré les efforts déployés pour aider les États en développement à renforcer leurs capacités, leurs besoins n'avaient pas été satisfaits et aucune amélioration notable des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer n'avait été remarquée, a-t-on souligné. Il fallait veiller à renforcer davantage et mieux les capacités. De même, il fallait tenir compte de l'évolution des besoins, des priorités et des objectifs de développement ainsi que des nouveaux problèmes et des nouvelles difficultés qui apparaissent aux niveaux mondial, régional et national.

52. De manière générale, l'un des principaux obstacles mentionnés était le manque de coordination entre les prestataires de programmes de renforcement des capacités, qui pourrait annuler les résultats des programmes. À cet égard, certaines délégations ont souligné qu'il était nécessaire de coordonner les activités de renforcement des capacités dans le domaine des océans et du droit de la mer, en particulier au sein du système des Nations Unies, pour assurer une approche ciblée et éviter la fragmentation ou la redondance des efforts. On a aussi fait remarquer que les obligations en matière d'établissement de rapports à l'intention de plusieurs donateurs pourraient alourdir encore plus la capacité institutionnelle des bénéficiaires. Des délégations ont déclaré qu'un engagement à long terme des donateurs et des efforts de coordination permettraient d'assurer la durabilité des activités de renforcement des capacités.

53. L'un des obstacles mentionné dans le rapport du Secrétaire général, et confirmé par certaines délégations, a consisté à définir et à hiérarchiser les besoins. Il a été souligné que les priorités des donateurs et des bénéficiaires devaient être

déterminées de manière consensuelle. Certaines délégations ont relevé l'absence de processus participatif pour la définition des priorités des pays concernant les besoins techniques, professionnels et institutionnels.

54. De l'avis général, les prestataires de programmes de renforcement des capacités et les bénéficiaires devraient pouvoir disposer d'une plate-forme, comme un mécanisme de centre d'échanges, leur permettant d'échanger des informations.

55. L'élaboration de programmes régionaux dans le contexte de l'initiative « Unis dans l'action » des Nations Unies, qui consiste en un programme unique par pays, a été relevée comme une difficulté. Un participant a demandé si les initiatives de coordination du renforcement des capacités au niveau mondial contribuaient à une mise en œuvre efficace de la Convention, ou bien si des approches régionales ou sectorielles étaient plus efficaces.

56. Certaines délégations ont remarqué que l'acquisition et l'accès à des données et des informations sur les océans, en particulier en ce qui concerne la qualité, le stockage adapté et l'utilisation des résultats de recherches, représentaient un obstacle important et critique. Les difficultés d'accès aux données brutes recueillies par les organisations régionales de gestion des pêches ont notamment été mentionnées.

57. Certaines délégations ont évoqué les obstacles relatifs au transfert de technologie, dont la mise en œuvre de la partie XIV de la Convention et les Critères et principes directeurs de la COI concernant le transfert de techniques marines. Tout en reconnaissant le cadre établi par la partie XIV de la Convention, on a fait valoir que l'un des principaux problèmes posé par le renforcement des capacités reste l'absence de mise en œuvre de la partie XIV de la Convention, qui faciliterait le transfert de technologie entre États développés et États en développement.

58. Certaines délégations ont aussi noté que la mise en œuvre de l'obligation générale de transfert de technologie contenue dans les instruments internationaux posait un problème étant donné que la technologie concernée était souvent soumise à des droits de propriété, et certains États ont affirmé que ce transfert pouvait s'avérer problématique. Le transfert du savoir-faire relatif à l'utilisation des technologies, pour permettre aux destinataires de les utiliser à long terme, posait également un problème, tout comme le transfert des contrats de maintenance à d'autres États. À cet égard, il revenait à la COI d'élaborer des projets de coopération éventuels pour le transfert de technologie qui soient conformes aux Critères et principes directeurs. Il convient bien entendu de respecter les brevets, couramment employés pour protéger les droits de propriété intellectuelle dans ce domaine, mais ceux-ci n'en sont pas moins limités dans le temps et des partenariats sont donc envisageables.

59. De l'avis général, l'une des difficultés consistait à garantir la durabilité des résultats des initiatives de renforcement des capacités. Plusieurs délégations ont évoqué le manque de compétences techniques dans les pays en développement, qui demeure un problème important, puisqu'une formation pertinente en sciences de la mer ne peut être dispensée localement. À cet égard, il a été dit qu'il restait à trouver comment attirer des personnes possédant un niveau de spécialisation suffisant pour mettre en place des programmes universitaires en science de la mer. De même, l'importance de l'éducation et de la formation, et en particulier à destination de futurs professionnels ou de professionnels établis, a été soulignée car il fallait se préparer à affronter les problèmes qui se poseront à l'avenir, tels que les

changements climatiques. Par ailleurs, plusieurs délégations ont mentionné le phénomène de la fuite des capacités, certains étudiants qui viennent d'acquérir des connaissances grâce aux programmes de renforcement des capacités ne repartant pas dans leur pays d'origine.

60. Il a été demandé que les organisations spécialisées fournissent une aide initiale, dans le but d'aider les universités locales à développer des capacités à long terme pour pérenniser ces formations. Dans ce contexte, la dépendance vis-à-vis d'experts et de ressources venus de l'étranger au détriment des connaissances et de l'expertise locales a été citée par certaines délégations comme source de préoccupation.

61. En ce qui concerne le renforcement des capacités dans le domaine de la recherche et de la gestion des ressources non vivantes, il a été souligné que la coopération régionale était importante pour faire face aux futurs problèmes, notamment en matière de relations avec le secteur privé et l'éventuel besoin de négocier des accords de mise en valeur des ressources qui pourraient profiter aux États côtiers en développement. Il faudrait, a-t-on noté, élaborer une politique, des cadres juridiques et réglementaires, des directives environnementales et un cadre fiscal.

62. La difficulté de traiter de la question du renforcement des capacités dans le domaine de la conservation et de la gestion en ce qui concerne des zones contestées a été soulevée.

63. L'attention a également été attirée sur le manque d'activités destinées à apporter une solution aux problèmes environnementaux posés par la pollution sonore sous-marine. Un appel a été lancé aux États pour qu'ils renforcent davantage les capacités en vue d'améliorer la compréhension scientifique de la question.

4. Amélioration du renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer : nouvelles approches, bonnes pratiques et perspectives

a) Exposés des membres du groupe

64. Mitsuyuki Unno, Directeur du Département des affaires maritimes de la Nippon Foundation du Japon, a donné un aperçu des activités de renforcement des capacités menées par cette fondation dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, en faisant ressortir les projets entrepris en coopération avec des gouvernements, l'Organisation des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, les instituts de recherche et les établissements universitaires. Nicole Glineur, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a présenté certaines activités entreprises par le FEM en matière de renforcement des capacités et de gestion des connaissances au moyen du programme International Waters Learning Exchange Network (IW: Learn). Elle a également exposé de nouvelles formes de collaboration portant sur l'adaptation aux changements climatiques, les partenariats public-privé, la gestion de l'eau et la pêche durable et comportant un volet relatif au renforcement des capacités. Raphael Lotilla, Directeur exécutif du service de documentation de Partenariats pour la gestion écologique des mers de l'Asie de l'Est (PEMSA) a, dans un bref exposé, indiqué que PEMSAS'attachait à renforcer les capacités régionales, était fondé sur le principe du partenariat et suivait une démarche faisant intervenir de multiples parties prenantes, du niveau local au niveau international. PEMSAS'employait à renforcer la gestion des côtes et des océans, en

appliquant la gestion côtière intégrée, notamment en intégrant le renforcement des capacités et le transfert des connaissances dans les projets dès le début. Imèn Meliane, Directrice de la politique maritime internationale à The Nature Conservancy, a donné quelques exemples de projets de renforcement des capacités menés par des organisations non gouvernementales et visant à concilier les besoins de développement des communautés locales et des acteurs du secteur maritime avec les priorités en matière de conservation. Elle a relevé certaines des pratiques optimales et des procédures qui sont essentielles pour assurer le succès du renforcement des capacités, en particulier la nécessité : de reconnaître les besoins de développement des capacités selon le contexte; d'assurer la prise en main par les populations locales et leur autonomie; de favoriser l'échange de données d'expérience et les échanges professionnels entre les pairs; de renforcer les capacités institutionnelles; et d'encourager la planification à long terme pour assurer la durabilité, notamment en mettant en place des fonds d'affectation spéciale pour les zones protégées. Narmoko Prasmadji, Secrétaire exécutif du secrétariat national de l'Indonésie pour l'Initiative du Triangle corallien sur les récifs coralliens, les pêches et la sécurité alimentaire, a, dans un exposé, présenté les activités et programmes de renforcement des capacités menés au titre de l'Initiative pour promouvoir le plan d'action régional correspondant. Il a souligné la nouvelle approche suivie par les membres de l'Initiative pour concevoir le plan d'action régional comme document évolutif et non contraignant. Il a indiqué que l'Initiative se heurtait toutefois à des difficultés en matière de renforcement des capacités dans les pays membres mais que la première priorité était d'échanger des idées et des compétences au sein de la région.

b) Séance plénière et discussions du groupe

65. De manière générale, on a estimé que, pour être efficace, le renforcement des capacités devait être minutieusement conçu et adapté aux besoins et à la situation des pays partenaires (voir également par. 16 ci-dessus). On a également estimé que le renforcement des capacités devrait tenir compte des priorités et politiques nationales des pays partenaires et y être intégré tout en évitant les doubles emplois avec les activités en cours. À cet égard, les approches en matière de renforcement des capacités devraient être pragmatiques et autonomes. On a préconisé la mise au point d'approches stratégiques à long terme mais aussi de stratégies particulières assorties de délais. Il importait d'associer les bénéficiaires à la prise des décisions tendant à mettre fin aux programmes de renforcement des capacités, a-t-on également souligné. Par ailleurs, il fallait faire appel aux compétences et aux connaissances locales et nationales depuis l'élaboration des programmes jusqu'à leur mise en œuvre. Des exemples indiquant comment la participation des populations locales a été mise à profit pour assurer une gestion durable des ressources, notamment grâce à des approches axées sur les droits dans le secteur de la pêche, ont été présentés.

66. Notant qu'aucune évaluation globale des besoins des États en matière de renforcement des capacités dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer, y compris les sciences de la mer, n'avait été réalisée à l'échelle mondiale, plusieurs délégations ont proposé de procéder à une telle évaluation.

67. On a souligné que dans certains cas les États ne pouvaient seuls entreprendre le renforcement des capacités et qu'il fallait des partenariats public-privé pour garantir un cadre viable et durable. Il importait de veiller à ce que les participants aux programmes de formation organisés dans les pays développés puissent

effectivement les appliquer dès leur retour dans leur pays. Lorsque des installations et des moyens techniques semblables font défaut, la formation sur place dans les pays en développement serait plus efficace, a-t-on estimé. À cet égard, on a mentionné l'expérience consistant à utiliser des navires de recherche flottants.

68. L'importance de l'échange d'informations a été soulignée. Un appel a été lancé en vue de la mise en œuvre de nouvelles approches, pratiques optimales et possibilités pour améliorer l'échange d'informations et le réseautage dans le cadre du renforcement des capacités au titre des initiatives, activités et programmes des Nations Unies dans les domaines de l'océanographie et des sciences de la mer. Parmi les exemples avancés, on peut citer : les programmes d'éducation de renforcement des capacités et en sciences de la mer, en recherche scientifique marine, en observations et levés, en instrumentation, en gestion des données et risques marins, en gestion des écosystèmes et en sensibilisation; la formation régulière des spécialistes des sciences de la mer, des juristes et des décideurs à la Convention; l'appui aux jeunes administrateurs chargés du renforcement des capacités dans les bureaux régionaux de la Commission océanographique intergouvernementale (programme d'experts associés de l'UNESCO); le renforcement de la coopération entre experts, groupes de travail techniques et organes consultatifs internationaux et nationaux; et la coopération et la coordination entre organismes internationaux pour le renforcement des capacités en matière de gestion des informations. On a en outre indiqué que l'établissement de réseaux de spécialistes jouerait un rôle important. À cet égard, on a fait valoir qu'il importait de promouvoir la mise en place de mécanismes de coopération et de réseaux de communication renforcés grâce à la coopération bilatérale et multilatérale. Les États et les organisations qui étaient en mesure de le faire ont été exhortés à partager leur savoir-faire, aux niveaux régional et mondial, en matière de collecte et d'analyse de données scientifiques pour satisfaire les besoins de gestion, en particulier dans les domaines des catastrophes naturelles, des zones marines protégées, de la biotechnologie marine et du changement climatique.

69. Plusieurs délégations ont souligné qu'il fallait s'attacher à renforcer la coopération Sud-Sud, qui était considérée comme un moyen novateur de renforcer les capacités et un mécanisme de collaboration permettant aux pays concernés de définir leurs propres priorités et besoins et de s'approprier le processus. Certaines délégations ont fait état de leur expérience s'agissant de cette forme de coopération, notamment dans le cadre de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud, de la Communauté des pays de langue portugaise et de l'initiative Inde, Brésil et Afrique du Sud sur les océans, qui comprenait la tenue d'ateliers scientifiques et l'élaboration de projets de recherche conjoints en océanographie. L'attention a été également appelée sur une initiative menée en collaboration avec l'Autorité internationale des fonds marins, qui visait à intégrer et à consolider toutes les informations sur les ressources géologiques et minérales dans la zone de l'Équateur et de l'océan Atlantique Sud. Il s'agissait de renforcer les capacités en matière de recherche scientifique marine dans le contexte Sud-Sud. Plusieurs délégations ont toutefois indiqué que la coopération Sud-Sud ne devrait pas remplacer la coopération Nord-Sud, en particulier en ce qui concerne le transfert de technologie, mais plutôt la compléter.

70. Certaines délégations ont fait valoir qu'il fallait privilégier les approches intégrées axées sur les écosystèmes lors du renforcement des capacités. On a relevé à cet égard les pratiques optimales des membres du Conseil de l'Arctique. On a souligné que les États en développement sans littoral avaient besoin de programmes

particuliers de renforcement des capacités, vu le rôle qu'ils jouent en tant que pays situés en amont et comme bassins hydrographiques, ainsi que leurs droits au titre de la Convention. On a indiqué que PEMSA appliquait la gestion intégrée des bassins fluviaux et des côtes en y faisant participer les pays sans littoral et les zones administratives sans littoral au sein des pays.

71. Des délégations ont souligné la nécessité de la coopération internationale pour le renforcement des capacités, notamment la coopération intersectorielle. Lorsque le renforcement des capacités faisait défaut ou présentait des lacunes, on pouvait y remédier par la coordination et la coopération aux niveaux national, régional et international. Plusieurs délégations se sont déclarées favorables aux approches régionales. L'importance de la coopération entre États côtiers en développement voisins a été soulignée. Un accent particulier a été mis sur le renforcement de la coordination et de la coopération régionales en ce qui concerne diverses questions liées à la pêche.

72. De l'avis d'une délégation, les organisations internationales compétentes reconnues par la Convention devraient jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la coopération et de la coordination internationales des programmes de recherche scientifique marine et de renforcement des capacités. En outre, plusieurs délégations ont estimé que la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, l'Autorité internationale des fonds marins et le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, ainsi que d'autres organisations compétentes du système des Nations Unies, pourraient coordonner la mise en place de centres régionaux des sciences et techniques marines dans la région du Pacifique.

73. On a fait observer que l'Organisation des Nations Unies avait un rôle spécial à jouer en matière de renforcement des capacités et de formation. Le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pourrait étudier et évaluer le type d'approche coordonnée que pourraient adopter les divers programmes et organismes des Nations Unies pour promouvoir la mise en œuvre d'une stratégie efficace et durable de renforcement des capacités en vue d'améliorer les utilisations pacifiques de l'espace marin et de ses ressources, leur gestion et leur réglementation, la protection et la conservation du milieu marin, notamment des mesures pour lutter contre le changement climatique et la piraterie.

74. Dans l'ensemble, les délégations se sont déclarées favorables à la mise en place d'un centre d'échange des possibilités existantes de renforcement des capacités, qui permettrait de mettre en rapport les besoins et les possibilités. Certaines ont proposé, à cet égard, que la Division des affaires maritimes et du droit de la mer tienne une base de données en ligne sur les possibilités offertes, les donateurs et les institutions de financement. Cette base de données améliorerait l'accès aux informations relatives aux activités et initiatives de renforcement des capacités des donateurs et faciliterait la coordination des efforts des organismes et la définition des priorités.

75. Certaines délégations ont estimé que les Critères et principes directeurs de la COI concernant le transfert de techniques marines étaient un outil indispensable pour appliquer la partie XIV de la Convention et pour promouvoir le renforcement des capacités pour les questions liées au milieu marin et côtier grâce à la coopération internationale. On a fait valoir qu'il fallait continuer de promouvoir les principes directeurs stratégiques de la COI consacrés dans ses objectifs de haut niveau, notamment le quatrième objectif relatif aux procédures et politiques de

gestion susceptibles d'assurer la viabilité du milieu côtier et marin et de ses ressources.

76. De l'avis d'une délégation, le Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale avait un rôle important à jouer dans la promotion du renforcement des capacités en ce qui concerne l'utilisation des droits de propriété intellectuelle liés à la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale.

77. Pour plusieurs délégations, le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques pouvait jouer un rôle dans la promotion du renforcement des capacités. Certaines étaient toutefois d'avis que le Mécanisme ne devrait pas entreprendre de renforcer les capacités directement mais plutôt favoriser et recenser les besoins et les projets en la matière et s'attacher à favoriser une utilisation optimale des procédures et instruments en place. Le Mécanisme fournirait un moyen peu coûteux d'accéder à des données et connaissances déjà disponibles, d'en faire la synthèse et d'en tirer parti et contribuerait aussi au renforcement des capacités dans tous les pays en encourageant le développement des compétences professionnelles en matière de collecte et d'analyse des données et d'échange d'informations et de connaissances techniques parmi les scientifiques et les administrateurs.

78. On a indiqué que les membres d'ONU-Océans devraient de concert appuyer l'évaluation intégrée des océans et l'échange d'informations et de données. Le rôle de mécanismes comme ONU-Océans se limitait au mandat des diverses organisations participantes, décidé par les États membres respectifs, a-t-on fait observer.

79. On a estimé que des crédits supplémentaires du Fonds pour l'environnement mondial devraient être alloués aux mécanismes de coordination pour les eaux internationales et qu'il fallait étudier comment y parvenir.

80. Plusieurs délégations ont noté avec satisfaction les activités entreprises par les organisations non gouvernementales. Elles ont en particulier relevé que l'approche globale et intersectorielle suivie par la Nippon Foundation, qui mettait l'accent sur les liens institutionnels et l'intégration des sciences physiques et sociales, serait poursuivie à l'avenir.

81. De l'avis général, on a estimé que les fonds d'affectation spéciale et les bourses étaient des moyens utiles pour appuyer le renforcement des capacités. Plusieurs délégations ont demandé que des contributions financières soient versées au Fonds de dotation de l'Autorité des fonds marins ainsi qu'aux programmes de bourses et aux fonds d'affectation spéciale administrés ou coadministrés par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer. Un intervenant a proposé que les contributions au Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord sur les stocks de poissons ne soit plus volontaires mais qu'elles puissent être intégrées aux contributions statutaires des États parties audit accord.

82. On a relevé les possibilités engendrées par les fonds d'affectation spéciale associés aux zones marines protégées. Ces fonds pourraient apporter un appui aux initiatives régionales tendant à mettre en place des zones et des parcs dans les limites de la juridiction nationale et contribuer à rendre plus efficace la gestion des zones et parcs existants, a-t-on indiqué.

83. On a souligné que le Réseau international de suivi, de contrôle et de surveillance des activités liées à la pêche devrait être renforcé et soutenu davantage, étant donné qu'il fournit des services utiles tant aux pays développés qu'aux pays en développement en matière d'échange d'informations, d'élaboration de politiques et de formation dans l'action menée à l'échelle mondiale contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, notamment dans les pays africains. Plusieurs délégations ont demandé que des contributions financières soient versées au Réseau. Une délégation a annoncé une contribution de 100 000 dollars.

Point 4 de l'ordre du jour **Coopération et coordination interinstitutionnelles**

84. Un compte rendu des toutes dernières activités d'ONU-Océans a été présenté par son coordonnateur, Andrew Hudson, Conseiller technique principal de l'unité Eaux internationales du PNUD. M. Hudson a tout d'abord rappelé les principales conclusions de la huitième réunion d'ONU-Océans, tenue à Paris le 5 mai 2010. À cette réunion, le PNUD, représenté par M. Hudson, avait été élu Coordonnateur, et le PNUE, représenté par Jacqueline Alder, Coordonnateur adjoint.

85. Les organismes participant à la réunion susmentionnée avaient rendu compte de leurs dernières activités concernant les océans et les côtes. L'Équipe spéciale ONU-Océans sur la biodiversité dans les zones maritimes situées au-delà des limites de la juridiction nationale avait notamment indiqué qu'elle avait progressé dans la collecte d'informations sur les outils prévus par les instruments internationaux pertinents pour la conservation et l'exploitation durable de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale. L'Équipe spéciale ONU-Océans sur les zones marines protégées avait rendu compte des travaux de l'atelier d'experts sur les orientations scientifiques et techniques dans l'utilisation des systèmes de classification biogéographique et l'identification des zones marines, au-delà de la juridiction nationale, nécessitant une protection, tenu en octobre 2009. La COI, le PNUE et la Division des affaires maritimes et du droit de la mer avaient décrit les progrès accomplis en ce qui concerne le mécanisme de notification et d'évaluation de l'état du milieu marin, notamment le lancement en août 2009 du rapport sur l'évaluation des évaluations. Les organismes participants avaient également discuté de la coopération avec ONU-Eau et de la nécessité de poursuivre la tenue de l'Atlas des océans des Nations Unies malgré les difficultés financières que cela supposait.

86. M. Hudson a également décrit les récentes activités de renforcement des capacités qui avaient été entreprises par les membres d'ONU-Océans et qui n'avaient pas été abordées durant les débats consacrés aux thèmes principaux du Processus consultatif informel. Il a indiqué que le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique avait organisé des ateliers régionaux de renforcement des capacités et d'examen dans le cadre de son programme de travail relatif aux zones protégées. Conformément à la décision IX/18 de la Conférence des Parties à la Convention, le secrétariat avait créé un site Web pour améliorer l'application du programme de travail relatif aux zones protégées au niveau national. Le Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO avait entrepris aux niveaux mondial, régional et local un certain nombre d'activités de renforcement des capacités touchant notamment les domaines suivants : la gestion des pêches et de l'aquaculture et l'élaboration de politiques en la matière; la qualité des aliments et la

sécurité alimentaire; la pêche artisanale; l'amélioration de la gestion des informations concernant la pêche; la pêche illicite, non déclarée et non réglementée; les effets du changement climatique; le commerce du poisson et le mareyage; et les interventions d'urgence. Les laboratoires d'étude du milieu marin de l'Agence internationale de l'énergie atomique avaient intensifié leurs activités afin d'aider les États Membres à se doter des moyens nécessaires pour exploiter durablement les océans, étudier les effets du changement climatique sur les océans et s'y adapter. Le Département des affaires économiques et sociales, en tant que secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20), qui doit se tenir au Brésil en 2012, et coordonnateur des préparatifs de la Conférence, avait organisé la première réunion du Comité préparatoire de la Conférence, tenue à New York en mai 2010. Le PNUD avait lancé plusieurs nouveaux projets de renforcement des capacités nationales et régionales en vue de faciliter la gestion durable de plusieurs grands écosystèmes marins partagés, dont les écosystèmes des mers de Sulu et des Célèbes, du courant de Humboldt, des mers de Timor et d'Arafura, et un projet visant à renforcer la participation de l'Indonésie, des Philippines et du Viet Nam à la Convention sur la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans l'océan Pacifique occidental et central et à son cadre de gestion.

87. En réponse à une question concernant la possibilité d'obtenir des informations à jour sur les activités d'ONU-Océans, M. Hudson a précisé qu'une fois que le site Web d'ONU-Océans aurait été créé sur le serveur géré par la FAO pour l'Atlas des Nations Unies, il serait possible d'accéder directement à ces informations.

Point 5 de l'ordre du jour

Questions qui pourraient bénéficier de l'attention de l'Assemblée générale dans ses travaux futurs sur les affaires maritimes et le droit de la mer

88. Plusieurs délégations ont évoqué des questions qui pourraient bénéficier de l'attention de l'Assemblée générale et ont soumis par écrit des questions que le Processus consultatif pourrait examiner à l'avenir, notamment :

- a) L'examen de la suite donnée aux recommandations relatives aux océans formulées au Sommet mondial pour le développement durable;
- b) L'application des instruments internationaux existants;
- c) La responsabilité et l'indemnisation pour les effets préjudiciables des dégâts environnementaux;
- d) Le transfert de technologies marines;
- e) Les mesures de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée;
- f) L'amélioration des dispositifs de suivi, de contrôle et de surveillance des pêches et des autres mesures de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée;
- g) La conservation des ressources marines et les mesures que les États pourraient prendre à cet égard;

- h) La conservation du milieu marin, l'accent étant mis sur la sécurité et la navigation maritimes;
- i) Les responsabilités des États du pavillon dans toutes les affaires maritimes;
- j) L'adaptation aux effets du changement climatique sur les océans et les côtes et l'atténuation de ces effets envisagées selon une approche écosystémique;
- k) Le renforcement des capacités de recherche et de collecte de données sur les ressources halieutiques marines;
- l) Le renforcement des capacités en matière de recherche et de collecte de données sur les ressources halieutiques marines et les conseils en gestion de ressources halieutiques;
- m) L'amélioration des statistiques relatives à la pêche;
- n) Le Processus Rio+20;
- o) Les menaces pour les océans.

89. Sans nier l'importance que revêtent toutes les questions figurant sur la liste distribuée par les Coprésidents, plusieurs délégations ont néanmoins estimé que certaines devraient être examinées en priorité. Il s'agit des questions suivantes : le recours à des méthodes de gestion intégrée pour lutter contre la pollution marine; les nouvelles utilisations possibles des océans; l'application d'une approche écosystémique, la réduction de la pollution ainsi que le recours aux études d'impact sur l'environnement. Elles ont aussi proposé d'accorder la priorité à la pollution du milieu marin d'origine terrestre et aux débris marins.

90. On a souligné que les questions figurant sur la liste ne devraient pas être considérées seulement comme des thèmes possibles pour les prochaines réunions du Processus consultatif informel, mais devraient servir également, de façon plus générale, comme thèmes aux débats portant sur les résolutions de l'Assemblée générale. Dans cette optique, on a suggéré que tous les États qui proposent des questions à examiner par l'Assemblée générale dans ses futurs travaux établissent des documents de référence pour faciliter la négociation des résolutions. Certaines délégations ont également souligné qu'il faudrait éviter de choisir des sujets qui relèvent de la compétence de certaines organisations ou institutions internationales, et l'une d'elles a cité le changement climatique comme exemple.

Point 6 de l'ordre du jour

Procédure pour la sélection des sujets et des experts invités, de façon à faciliter les travaux de l'Assemblée générale

91. En application du paragraphe 188 de la résolution 64/71 de l'Assemblée générale, les délégations ont réfléchi à la façon de concevoir une procédure transparente, objective et ouverte pour la sélection des sujets et des experts invités, de façon à faciliter les travaux de l'Assemblée générale durant des consultations informelles concernant la résolution annuelle consacrée aux océans et au droit de la mer. On a rappelé que le Processus consultatif avait examiné la question de la sélection des sujets et des experts invités à sa dixième réunion, dans le cadre des débats portant sur la mise en œuvre de ses conclusions et de l'examen des

réalisations accomplies et des lacunes constatées lors de ses neuf premières réunions (voir A/64/131).

92. Plusieurs délégations ont rappelé le mandat du Processus consultatif, défini dans la résolution 54/33 de l'Assemblée générale, et ont proposé qu'à chacune de ses réunions, le Processus examine, au titre d'un point de l'ordre du jour, les thèmes proposés pour la prochaine réunion de manière à faciliter les travaux de l'Assemblée générale. Un document de réflexion pourrait être distribué pour aider au choix de tel thème ou de tel autre, en sachant que : a) la sélection du thème doit se faire conformément aux dispositions de la Convention et aux accords conclus à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en particulier le chapitre 17 d'Action 21; b) les informations fournies par la Commission du développement durable et d'autres organes des Nations Unies doivent être prises en compte; c) il faut éviter de créer de nouvelles institutions; d) il faut éviter de faire double emploi et d'empiéter sur la compétence des instances spécialisées; e) l'Assemblée générale n'est pas supposée assurer l'harmonisation légale ou juridique des divers instruments juridiques; f) les caractéristiques et les besoins particuliers des régions doivent être pris en considération; g) il faut contribuer au débat annuel de l'Assemblée générale; et h) les trois piliers du développement durable doivent être envisagés dans une perspective globale. Certaines délégations ont préféré ne pas se prononcer sur cette proposition pour le moment.

93. Plusieurs délégations ont proposé que les documents de réflexion portant sur les thèmes proposés à l'examen du Processus consultatif soient distribués au moins une semaine avant la deuxième série de consultations de l'Assemblée générale sur la résolution relative aux océans et au droit de la mer. Les gouvernements auraient alors suffisamment de temps pour étudier les thèmes proposés en profondeur.

94. En ce qui concerne les sujets qui doivent être examinés par le Processus consultatif à ses prochaines réunions, on a estimé qu'il faudrait donner la priorité aux thèmes d'actualité, qui n'avaient pas été examinés aux réunions précédentes et qui pourraient contribuer à la mise en œuvre du droit de la mer. Toutefois, c'est l'Assemblée générale qui décide en définitive de donner la priorité à tel sujet ou à tel autre parce qu'ils présentent un intérêt particulier pour les pays en développement.

95. De l'avis de certaines délégations, le Processus consultatif a accordé beaucoup trop d'attention à la question des pêches, alors qu'elle n'a pas une dimension mondiale et devrait plutôt être examinée dans le cadre de réunions régionales et nationales.

96. En ce qui concerne la sélection d'experts invités, un certain nombre de délégations ont estimé que, par principe, il faudrait promouvoir et faciliter la participation d'experts venus de toutes les régions du monde. De nombreuses délégations ont toutefois suggéré de mettre en place un mécanisme de sélection plus rapide et plus efficace pour permettre aux experts de pays en développement de participer aux débats. Les délégations ont souligné le rôle important des Coprésidents qui doivent recenser les personnes compétentes et les inviter à participer aux débats tout en maintenant l'équilibre entre les régions, et ont félicité les Coprésidents de la onzième réunion du Processus consultatif pour le travail qu'ils avaient accompli à cet égard. Les délégations ont loué la haute objectivité et le grand professionnalisme des Coprésidents en exercice et ont engagé le Président

de l'Assemblée générale à continuer de faire preuve de discernement dans le choix des coprésidents des futures réunions du Processus consultatif.
